Corrigé et barème – La mise en œuvre du projet républicain

Naissance de la République et Commune de Paris (Louise Michel), lois constitutionnelles de 1875 et crise du 16 mai, libertés et symboles, funérailles de Victor Hugo, lois scolaires, boulangisme, anarchistes et affaire Dreyfus, loi de 1905 et refus du vote des femmes.

Durée : 120 min – Calculatrice interdite – Sur 20 points · Histoire-Géographie 1re

Exercice 1 – Repères : quatre dates de 1871 à 1905 ★★ *(4 pts)*

a) **Élection de la Commune de Paris**, après le soulèvement du 18 mars : Paris se donne un gouvernement qui veut une république démocratique et sociale. Écrasée en mai, elle lie pour longtemps l'idée républicaine à la révolution, dont les républicains modérés se démarquent. (1)

b) **Amendement Wallon**, adopté par 353 voix contre 352 : il organise l'élection du « Président de la République ». Une Assemblée monarchiste fonde ainsi, faute de roi, une république parlementaire. (1)

c) **Condamnation du capitaine Dreyfus** par un conseil de guerre, sur un dossier secret : début de l'Affaire. En 1898-1899, elle devient une crise du régime, qui oppose droits de l'individu et raison d'État et structure l'antisémitisme. (1)

d) **Promulgation de la loi de séparation des Églises et de l'État** : la République garantit la liberté de conscience et ne reconnaît, ne salarie ni ne subventionne aucun culte. Elle achève la laïcisation commencée à l'école et met fin au Concordat. (1)

Piège — une date ne rapporte des points que si l'on dit **ce qu'elle change** pour la République.

Exercice 2 – Analyse de documents : les funérailles de Victor Hugo ★★★ *(6 pts)*

a) Doc. 1 : texte privé de **Victor Hugo**, ancien proscrit devenu sénateur républicain, connu de tous à sa mort (22 mai 1885). Doc. 2 : extrait d'un **roman** de Maurice Barrès, élu député boulangiste en 1889 puis nationaliste, publié douze ans après l'événement : un regard littéraire et engagé. (1)

b) Être porté dans le **corbillard des pauvres**, donner aux pauvres : un geste social. Il « croit en Dieu » et demande « une prière à toutes les âmes », mais **refuse l'oraison des églises** : une foi personnelle, sans clergé. (1)

c) **Funérailles nationales** votées par les députés ; décret du 26 mai rendant le **Panthéon** aux grands hommes ; veillée sous l'Arc de triomphe, cortège des pouvoirs publics, sans cérémonie religieuse : un culte civique des grands hommes. (1)

d) Le « fleuve français » de midi à six heures, un peuple « entassé » jusqu'aux toits, « la Nation elle-même » derrière le corbillard. Les **bataillons scolaires** montent la garde : un honneur qui doit leur « former l'âme ». (1)

e) Discours « infectés d'esprit partisan et vaniteux », « pouvoirs cabotinant » : Barrès méprise les parlementaires, mais admire l'élan de la foule. C'est le regard d'un **antiparlementaire** qui rêve d'unir la nation au-dessus des partis. (1)

f) Elles font communier toutes les classes autour d'un républicain et d'une cérémonie laïque, comme le 14 Juillet ou Marianne. Limites : laïcisation du Panthéon vécue comme un **affront par les catholiques** ; critique nationaliste du régime ; consensus d'un jour. (1)

Méthode — pour un roman, distinguer **l'événement** (1885) du **moment et du point de vue** de l'auteur (1897, nationaliste).

Exercice 3 – Composition : l'État, l'école et les Églises (1879-1907) *(10 pts)*

★★★

a) La **laïcisation** retire aux Églises, surtout catholique, leur rôle public, à l'école puis dans l'État. Bornes : Ferry à l'Instruction publique (février 1879), loi du 2 janvier 1907. Problématique : comment la République impose-t-elle la laïcité, et pourquoi ce conflit aboutit-il à un compromis ? Plan : laïciser l'école ; du Ralliement à l'offensive ; séparer. (2)

b) **I. Laïciser l'école (1879-1886).** Écoles normales (9 août 1879), lycées de jeunes filles (1880). Gratuité (16 juin 1881), obligation de 6 à 13 ans et morale civique (**28 mars 1882**), lettre aux instituteurs (17 novembre 1883). Manuels à l'Index (1882), loi Goblet (1886), école catholique forte dans l'Ouest. (2)

c) **II. Du Ralliement à l'offensive anticléricale (1890-1904).** Toast de Lavigerie (1890), *Au milieu des sollicitudes* (1892). L'Affaire relance le conflit : presse catholique antidreyfusarde. Loi de 1901 ; victoire du Bloc des gauches (1902) et refus de Combes ; loi du 7 juillet 1904, rupture avec le Saint-Siège. (2)

d) **III. Séparer l'État et les Églises (1905-1907).** Combes contre **Briand** et Jaurès ; article 4 et cultuelles. Loi du **9 décembre 1905** : liberté de conscience (art. 1), aucun culte reconnu ni salarié (art. 2) ; 341 contre 233. *Vehementer nos*, inventaires (deux morts en mars 1906), loi du 2 janvier 1907. (2)

e) Commencé à l'école par Ferry, durci par Combes, le combat aboutit à une **laïcité libérale**, apaisée en 1907. Ouverture : la question de l'école privée ressurgit au XX^{e} siècle (loi Debré, 1959) ; et l'anticléricalisme radical retarde le vote des femmes. (2)

Piège — faire de 1905 une loi antireligieuse : c'est une **loi de liberté**, et la séparation de combat voulue par Combes a été écartée.

Ce document est la propriété intellectuelle de Ben, professeur particulier (benprofparticulier.fr), protégée par le Code de la propriété intellectuelle (art. L. 111-1 et L. 122-4). Il est mis à disposition pour un usage personnel de révision. Toute reproduction, diffusion, mise en ligne ou revente, totale ou partielle, sans autorisation écrite est interdite et constitue une contrefaçon (art. L. 335-2).